

Dans un Brésil en pleine campagne de l'élection présidentielle, les informations fallacieuses se multiplient, notamment dans le domaine religieux. L'Eglise catholique réagit

# L'Eglise lutte contre les *fake news*

RAPHAËL ZBINDEN

**Election au Brésil** ▶ Depuis que la campagne électorale a commencé au Brésil, à mi-août 2022, les attaques contre les deux principaux candidats à la présidence, Jair Bolsonaro et Luiz Inácio Lula da Silva, s'intensifient sur les réseaux sociaux. Le phénomène est souvent lié à la religion. Pour Vinicius Borges Gomes, interrogé par le média américain *Crux*, la raison en est que les informations fallacieuses cherchent à atteindre les dimensions les plus sensibles des individus. Et la religiosité est l'un des domaines de la personnalité où cela se manifeste le plus intensément, note le professeur de communication à l'université catholique pontificale du Minas Gerais (sud-est).

Selon Magali Cunha, chercheuse en communication brésilienne, tous les groupes politiques sont susceptibles de faire de la désinformation – ce peut aussi être le cas de la presse, bien que cela se produise habituellement dans le cadre d'erreurs. Plusieurs études ont cependant montré que l'extrême droite avait davantage tendance à diffuser des *fake news* de manière intentionnelle, relève la directrice de Coletivo Bereia, un groupe de vérification des faits spécialisé dans la religion. Pour cette raison, les mensonges contre Lula ont été beaucoup plus courants que la désinformation contre Jair Bolsonaro, a déclaré Magali Cunha. «La campagne de 2018, lorsque l'actuel président a été élu, était entièrement basée sur des infos», assure-t-elle.

**Identifier le processus**  
Bien qu'il soit catholique, Jair Bolsonaro reçoit un soutien important des Eglises pentecôtistes et néopentecôtistes au Brésil. Il est également promu par les sites d'information évangéliques. «Certains des portails évangéliques les plus visités ont



Rio de Janeiro, le 27 juillet. Les mensonges contre Lula sont beaucoup plus courants que ceux contre Bolsonaro durant cette campagne. KEYSTONE

## «La campagne de 2018 était entièrement basée sur des infos»

Magali Cunha

diffusé des fausses nouvelles – qui atteignent également les catholiques, souvent par le biais des médias sociaux», souligne Magali Cunha.

Un exemple: le partage massif, au cours des dernières semaines, d'allégations selon lesquelles Lula avait tenté de promulguer en 2010 un décret «interdisant le christianisme au Brésil». Les vérificateurs de faits, comme le service en langue portugaise de Reuters Fact Check, ont relevé que le décret n'avait

rien à voir avec une quelconque interdiction du christianisme. Il comprenait seulement une disposition sur la nécessité de développer «des mécanismes pour empêcher l'affichage de symboles religieux dans les bâtiments publics du gouvernement fédéral». La clause a de plus été enlevée de la version finale du décret, approuvée par le parlement en 2010.

Les mensonges répandus par le camp de Jair Bolsonaro sont d'autant plus virulents que Lula

est toujours en tête des sondages à deux mois du premier tour de l'élection, le 2 octobre 2022. Ils visent principalement à associer le président de gauche à d'autres régimes d'Amérique latine qui persécutent les chrétiens, comme au Nicaragua. Alors qu'il était président de 2003 à 2010, Lula n'a pris aucune mesure contre les Eglises chrétiennes au Brésil, rappelle *Crux*. Il est catholique et a des liens historiques avec l'aile progressiste de l'Eglise brésilienne.

Le mouvement de la théologie de la libération a été profondément impliqué dans la création de son Parti des travailleurs, en 1980.

Le phénomène en croissance des infos inquiète la Conférence épiscopale du Brésil (CNBB). Elle a décidé de réagir en organisant début août un cours destiné à tous les agents pastoraux sur la désinformation en campagne électorale, les procédures de base pour identifier les fabrications, et les moyens de diffuser ces connaissances parmi leurs collègues et les paroissiens. «La formation des agents pastoraux contre les *fake news*, un mal terrible, est un signe que la CNBB est prête à faire avancer sa lutte contre la désinformation», a déclaré M<sup>re</sup> Joaquim Mol Guimarães, évêque auxiliaire de Belo Horizonte (Minas Gerais), et responsable de la communication à la CNBB.

## Le pire de l'humanité

Le prêtre a admis que l'Eglise brésilienne avait souvent mal géré la diffusion de fausses nouvelles parmi les catholiques – parfois concernant l'Eglise elle-même. «Les segments de l'Eglise que l'on peut qualifier de réactionnaires – qui incluent des évêques et des prêtres – s'identifient à des positions autoritaires et prétendent défendre l'agenda conservateur. Ils ne sont pas alignés sur la lutte contre les *fake news* car, à mon sens, ils en ont besoin pour construire un activisme victorieux», a-t-il affirmé. M<sup>re</sup> Guimarães note un certain laxisme au sein de l'Eglise à ce sujet. Il relève qu'il n'y a pas eu de cas d'évêques ayant pris des mesures «drastiques, sérieuses et adéquates» contre des prêtres ou des laïcs ayant diffusé des informations fallacieuses. Il explique cela par une peur latente de s'exprimer et d'agir. M<sup>re</sup> Guimarães appelle ainsi les fidèles à être conscients des grands dommages causés par la désinformation. «Les *fake news* sont une expression du pire de l'humanité.» CATH.CH

# L'ONU des chrétiens, la grande foire aux lobbies?

**Allemagne** ▶ Palestiniens, personnes avec un handicap, communauté LGBTQ+, populations indigènes... L'Assemblée générale du Conseil œcuménique des Eglises (COE), qui a lieu tous les sept ans, est-elle devenue un haut lieu de lobbying?

En marge des débats théologico-politiques qui ont eu lieu à la 11<sup>e</sup> Assemblée du COE, où les délégués des 352 Eglises membres ont tenté d'incarner la «réconciliation», thème de cette édition, différentes personnes ont fondé le lobbying à Karlsruhe. Directement affiliées au COE, la Canadienne Joy Kennedy a modéré un groupe de travail sur les questions climatiques, tandis que la Kenyane Anjeline Okola a coordonné le Réseau œcuménique de défense des personnes handicapées (EDAN). Rifat Kassis, coordinateur de Kairou Palestine et habitué des rassemblements internationaux du COE, a exigé de la part du COE un positionnement

éthique et moral sur l'occupation israélienne.

A proximité du stand des Pèlerins en arc-en-ciel dans la foi, association de chrétiens LGBTQ+ dont elle fait partie, Small Luk a délivré un message pour le moins inédit: «Je souhaite que le COE prenne en compte le combat des personnes intersexes et crée des espaces de discussion afin que cette question de société y soit abordée.» Le COE se penche sur les thématiques de genre et de sexualité depuis les années septante, à la demande de ses Eglises membres, «bien que la mutilation des parties génitales de bébés intersexes n'y soit pas encore un sujet», a souligné Small Luk, dont c'était la toute première assemblée. Joy Kennedy, activiste et «grand-mère préoccupée» par l'urgence environnementale, a évoqué aussi le sort des Samis, qui peuplent la région de Sâpmi (la Laponie), où la spectaculaire montée des températures provoque sécheresse

et incendies. «Ces voix, réprimées, font partie de notre appel à la responsabilité mutuelle en matière d'écologie.»

## «C'est l'absence de ces lobbies qui m'aurait étonné»

Elio Jaillet

Ces lobbies ont-ils vraiment leur place dans ce grand raout chrétien? Selon le pasteur saint-gallois Heinz Fäh, conseiller de la délégation de l'Eglise évangélique réformée de Suisse (EERS) au COE, «il va de soi qu'il y ait du lobbying lors d'une telle conférence, l'Assemblée générale offrant une excellente plateforme pour cela». Pas de surprise non plus pour le théologien vaudois Elio Jaillet, également présent à Karlsruhe avec l'EERS: «C'est l'absence de

ces lobbies qui m'aurait étonné. Cela fait maintenant de nombreuses années que le COE s'est préoccupé de thématiques et d'enjeux qui mobilisent d'une manière ou d'une autre la sphère militante.»

Alors, quel bilan ces activistes tirent-ils de leur présence à Karlsruhe? Du côté de Rifat Kassis, c'est la déception. Pour tant exhorté par les Eglises sud-Africaines à considérer Israël comme un «Etat d'apartheid», le COE a avoué qu'un trop grand désaccord interne sur la question empêchait une prise de position univoque. «Durant cette assemblée, nous avons eu le sentiment d'être réduits au silence, probablement en raison de la pression exercée sur les organisateurs par d'autres lobbies, qui font généralement tout leur possible pour limiter la critique d'Israël», dénonce le Palestinien. Un constat amer qui tranche avec celui que fait la communauté LGBTQ+ présente à Karlsruhe: «Le COE a notamment

mis en place des Conversations œcuméniques, des espaces sûrs de discussion et de témoignage sur la différence sexuelle. Un très bon exemple que doivent maintenant suivre les Eglises membres», relève Small Luk.

Anjeline Okola présente quant à elle un bilan en demi-teinte: «Je suis mitigée. La question du handicap faisait évidemment partie de la programmation des workshops. Mais comme il y en avait une centaine par jour, notre combat s'en est trouvé un peu noyé, confie-t-elle. L'envie d'inclure les handicapés est là, bien sûr, mais les délégations devraient être financièrement mieux aidées par le COE, afin que ces dernières ne soient pas uniquement composées de personnes valides.» Et d'ajouter que «dès que la question climatique attire l'attention, celle des handicapés est reléguée au bas de l'agenda».

LUCAS VUILLEUMIER/PROTESTINFO

L'article complet est à lire sur [www.lecourrier.ch](http://www.lecourrier.ch)